

## **Discours à la Nation prononcé par le chef de l'Etat la veille du nouvel an 2007**

**31 décembre 2006.**

Sénégalaises, Sénégalais, mes chers compatriotes, chers frères et sœurs africains, hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Une fois encore, mes chers Compatriotes, la divine providence nous conduit au seuil d'un nouvel an, coïncidant également avec la fête bénie de la Tabaski, un autre bienfait dont le Tout-puissant nous gratifie.

En votre nom et au mien propre, je rends grâce à Dieu, Maître absolu de l'univers en ses composantes de l'espace et du temps, et Lui exprime notre profonde gratitude pour le privilège qu'il nous accorde de vivre ces moments de passage d'une année qui s'achève et à une autre qui commence.

J'invoque pour nos morts la clémence du Tout Miséricordieux pour qu'ils reposent en paix. Aux malades parmi nous, j'adresse mes souhaits de prompt rétablissement.

Mon message n'a pas pour objet de faire un bilan. Celui-ci est visible. Son objet est de tirer quelques leçons du passé et d'indiquer comment je compte le prolonger et l'accroître si les Sénégalaises et les Sénégalais me font encore confiance.

Je le ferai en prenant certains secteurs essentiels.

Politique d'indépendance énergétique.

Au cours des douze mois écoulés, nous avons connu des moments difficiles pour l'approvisionnement en carburant, en gaz et la fourniture d'électricité, à cause notamment de la hausse sans précédent des cours du pétrole, passés de 29 dollars le baril en 2003 à plus de 70 dollars, jusqu'à une période récente.

Je mesure le degré de frustration des usagers face aux nombreux délestages qui perturbent notre quotidien et freinent la compétitivité de nos entreprises.

Nous n'avons, à vrai dire, aucune prise sur la fixation du prix du pétrole, dont la hausse vertigineuse nous est, en réalité, arbitrairement imposée de l'extérieur. Dans un cas pareil, nous n'avons d'autre choix que de nous adapter en essayant d'une part de minimiser les inconvénients, d'autre part de surmonter définitivement nos difficultés.

Je souhaite donc que chaque sénégalaise et chaque sénégalais comprenne la priorité élevée que j'accorde à la fourniture régulière en carburant, gaz et électricité, à des prix raisonnables pour le consommateur.

C'est pourquoi le gouvernement a consenti d'énormes efforts en subventionnant le prix de l'électricité pour un montant de 36 milliards de francs CFA en 2006.

Parallèlement, la SENELEC poursuit son programme de modernisation avec trois nouvelles centrales déjà installées et une quatrième prévue en 2007.

S'agissant du gaz butane, la subvention du prix au consommateur est passée de 27 milliards en 2005 à 40 milliards en 2006.

Mais pour subventionner le consommateur afin de ne pas lui faire supporter la hausse du prix du baril, nous avons dû procéder à des coupes budgétaires importantes sur des secteurs tout aussi prioritaires.

Le gouvernement continuera de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'approvisionnement régulier en produits pétroliers et en gaz.

Mais à terme, notre ambition est de nous soustraire de la dépendance paralysante du pétrole par la production d'énergies alternatives.

La création d'un Ministère chargé notamment des biocarburants, de même que la mise en place prochaine d'une Agence de développement des énergies alternatives et renouvelables répondent à cette option stratégique de promotion des énergies vertes.

A cet effet, nous comptons démarrer en 2007 un vaste programme de cultures destinées à la production de biocarburants. Nous y travaillons en coopération avec un pays partenaire et plusieurs investisseurs du secteur privé international qui nous ont déjà fait des offres.

Malgré la conjoncture difficile, nous maintenons intact l'objectif du Sénégal émergent. La bonne santé des fondamentaux de notre économie nous y autorise. Depuis le mois d'Avril, notre pays a atteint le point d'achèvement de son programme avec le FMI. Ce résultat est la sanction positive de la tenue exemplaire de notre cadre macro-économique.

Aujourd'hui, nous poursuivons avec le Fonds Monétaire International un programme dit « sans décaissement » par lequel le Fonds nous prodigue simplement des conseils et formule des avis sur l'état de notre économie.

Dans le même ordre d'idées, en octobre dernier, la Banque Mondiale a cité le Sénégal parmi sept pays africains désormais bien lancés pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le Développement fixé par les Nations Unies et visant la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2010.

Je suis plus que jamais déterminé à conduire tous les changements nécessaires à la réussite de ce pari avec toutes les forces vives de la Nation.

#### ► Soutien du monde rural

C'est pourquoi le secteur agricole, qui mobilise 70 % de notre population, restera au premier rang de mes priorités. Cette année encore le gouvernement a renouvelé son soutien au monde rural pour une enveloppe de vingt milliards, dont 8,5 milliards pour la seule filière arachidière. Au même titre que la campagne agricole précédente, une subvention de 40 F par kg d'arachides est consentie aux producteurs pour les mettre à l'abri du cours défavorable de l'arachide sur le marché mondial.

A cela s'ajoute une modernisation progressive de notre agriculture avec un programme de 510 tracteurs en cours d'exécution.

Et nous devons aller plus loin dans notre quête de souveraineté alimentaire. Nous avons trop longtemps importé, au prix d'énormes décaissements en devises, ce que nous pouvons produire chez nous. Le riz est un exemple illustratif de cette dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger. Nous devons y mettre fin sans tarder.

Voilà pourquoi le gouvernement vient de lancer un Programme National d'Autosuffisance en Riz de plus de 14 milliards de francs CFA pour porter notre production à 1 million de tonnes de riz blanc à l'horizon 2012.

Le Plan REVA (Retour Vers l'Agriculture) s'inscrit dans cette dynamique de révolution agricole à partir de pôles d'émergence intégrés, pour faire revivre nos zones rurales avec des activités agro-sylvo-pastorales modernes, permanentes et diversifiées.

Dans sa phase pilote 2006-2008, déjà en cours d'exécution avec l'installation de 13 pôles, nous mobiliserons 237 milliards pour la prise en charge des équipements et autres intrants comme les semences, l'engrais et les produits phytosanitaires en plus des primes d'installation pour les bénéficiaires.

► **Elevage** Dans le secteur de l'élevage, nos efforts porteront surtout sur la stabulation en faveur des éleveurs pour leur éviter la traditionnelle transhumance à la recherche d'une herbe rare, et sur l'insémination artificielle pour améliorer les espèces en rendement et qualité.

Je lance un appel solennel à toute la jeunesse sénégalaise afin qu'elle s'approprie le Plan REVA en lieu et place de l'aventure incertaine et tragique de l'émigration clandestine qui mène aux profondeurs des océans ou aux pièges sans fin du désert.

► **Pêche** S'agissant de la pêche, nous poursuivrons une approche diversifiée et les lignes de force seront l'aquaculture et la multiplication des bassins de rétention qui ont déjà fait leur preuve. Une vaste politique de pisciculture viendra ainsi compléter les efforts déjà entamés dans le domaine de la pêche traditionnelle.

Le complément de la mise en place des stations frigo sur toute la côte grâce à la coopération espagnole et la mise à la disposition des femmes de camions frigo viendront en appoint du schéma déjà largement engagé.

► **Artisanat** En ce qui concerne l'artisanat, nous devons poursuivre avec plus de vigueur l'approche Genre.

Les femmes ayant suffisamment prouvé leurs capacités dans ce domaine, il s'agira de créer des débouchés dans le pays et à l'étranger. Au total, je souhaite créer un secteur artisanal moderne par la mise en place de centres régionaux d'artisanat et d'industrie dans les quels les artisans trouveront toutes les facilités.

► **Industrie**

Notre industrie est quant à elle à l'ère de la production des véhicules Tata pour le transport. Avec l'Iran nous allons lancer bientôt la fabrication de la voiture « Mandori » avec moteur Peugeot ainsi que la production de véhicules gros porteurs et des tracteurs.

► **Pari sur la jeunesse et les ressources humaines.**

Notre politique pour la jeunesse sera poursuivie. En sept ans au lieu de quelques centaines de millions de l'époque socialiste, nous avons mis à sa disposition quelques dix milliards CFA et créé des milliers d'emplois.

Et c'est parce que je crois profondément à la vitalité et au génie créateur de la jeunesse sénégalaise que le gouvernement poursuivra résolument les efforts déjà entrepris pour l'emploi des jeunes, l'éducation et la formation.

Depuis l'an 2000, le pari sur les ressources humaines de qualité comme facteur de développement économique et social nous a valu d'importantes réalisations : recrutement de 25 000 enseignants, installation, dans chacune de nos 11 régions, d'une Ecole de Formation des Instituteurs, construction de 39 lycées et 500 collèges de proximité pour rapprocher nos enfants de leur lieu d'étude.

Je suis heureux de constater qu'avec 49 % de filles dans les effectifs de l'élémentaire, nous avons presque atteint l'objectif de parité garçons/filles alors que le Taux Brut de Scolarité se situe aujourd'hui à 85 % contre 69 % en 2000, soit un gain de 16 points.

Avec des ouvrages déjà réalisés ou en cours de construction, la nouvelle carte universitaire répond au souci d'un enseignement de proximité et de désengorgement progressif de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar qui a dépassé depuis longtemps ses capacités d'accueil.

Je saisis l'occasion pour demander aux enseignants grévistes d'arrêter les grèves, de dispenser aux enfants l'enseignement que nous leur devons au lieu d'utiliser leur sort comme moyen de pression. Le gouvernement reste à l'écoute de leurs revendications pour autant qu'elles soient légitimes et compatibles avec nos possibilités budgétaires. En cas d'impasse, je suis moi-même disposé à les recevoir.

En vérité, pour tout ce qui touche à l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires et autres agents de l'Etat, au-delà même du seul secteur de l'enseignement, les hausses substantielles de salaires octroyées par le gouvernement sont sans commune mesure avec toutes celles cumulées depuis l'indépendance du Sénégal. Il n'y a aucune comparaison possible !

Au demeurant, même en l'absence de revendications syndicales, la mystique du travail qui fonde ma philosophie politique me prédispose tout naturellement à être l'allié des travailleurs, quel que soit leur statut, parce que je considère comme légitime la juste valorisation de tout effort consenti, surtout dans un domaine qui détermine en grande partie le devenir de la Nation.

L'éducation et la formation restent pour moi une priorité. C'est pourquoi je suis préoccupé par la situation des enfants de la rue, un phénomène insoutenable à tout point de vue.

J'invite les services compétents du gouvernement, en rapport avec les partenaires, à veiller à la mise en œuvre sans délai des conclusions du Conseil présidentiel du 10 octobre 2006 consacré aux enfants de la rue à l'occasion duquel j'ai consulté plusieurs catégories socioprofessionnelles, y compris la société civile, des guides religieux et des chefs coutumiers.

Tous m'ont conforté dans ma conviction que le triste sort fait aux talibés, en haillons, pieds nus, errant sans cesse à la quête d'une pitance aléatoire et exposés aux pires formes d'exploitation et de délinquance, est une pratique qui n'est conforme ni à nos valeurs traditionnelles, ni aux enseignements authentiques de la religion. Elle est légalement condamnable et moralement inacceptable.

La place de l'enfant n'est pas dans la rue mais bien dans la chaleur du foyer et l'environnement studieux de l'école ; celle là même qui concilie l'exigence du temporel et le besoin du spirituel.

C'est à la fois une obligation et un devoir de solidarité nationale, que d'éviter aux enfants de la rue une marginalisation définitive par la faute d'adultes peu scrupuleux. J'en appelle à la responsabilité des parents. Les pouvoirs publics quant à eux continueront d'assumer celle qui leur incombe.

Un devoir de solidarité intergénérationnelle nous lie également aux personnes âgées qui bénéficient désormais de soins de santé gratuits avec le plan « Sésame » mis en œuvre depuis le 1er Septembre 2006 sur l'ensemble du territoire national.

En matière de lutte contre le VIH/SIDA, nous continuons d'enregistrer des résultats positifs avec un taux de prévalence de 0,7 %. Le gouvernement poursuivra sans relâche la politique de gratuité des soins et du dépistage, entamée depuis 2003.

Mais la lutte contre ce fléau des temps modernes est loin d'être définitivement gagnée et nos résultats, quoique très enviables, cachent des disparités sociologiques et locales. Restons vigilants et mobilisés.

Mes Chers Compatriotes,

La marche accélérée vers le Sénégal émergent suppose des infrastructures de qualité sans lesquelles aucun développement économique et social n'est envisageable.

Voilà tout le sens des projets en cours d'exécution tant à Dakar qu'à l'intérieur du pays.

Sous d'autres cieux, des usagers parcourent quotidiennement l'équivalent de la distance Saint-Louis/Dakar pour aller au travail et rentrer chez eux le soir. C'est vers ces horizons que doivent porter nos regards.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous résigner à accepter que l'habitant de Bargny, Rufisque ou Guédiawaye mette deux heures, voire trois, pour rallier Dakar. Ce qui est possible ailleurs, l'est aussi chez nous. Ne plafonnons pas nos ambitions ! Rien ne doit être ni trop beau, ni trop grand pour le Sénégal émergent auquel nous aspirons.

Notre capitale, en particulier, étouffe. Nous nous sommes donc attelés à aérer ses voies et en créer d'autres pour faciliter la mobilité urbaine et lui éviter une asphyxie certaine si les choses devaient rester en l'état.

L'élargissement et le prolongement de l'autoroute, la réhabilitation de la branche Est de la route nationale, les travaux de l'ANOCI, l'Aéroport International Blaise Diagne, ainsi que le projet de chemin de fer Ziguinchor - Tambacounda - Dakar pour ne citer que quelques exemples parmi d'autres projets en cours, procèdent d'une politique volontariste tendant à doter notre pays d'un réseau d'infrastructures de classe internationale plus conforme à ses ambitions.

Je suis conscient des désagréments que ces travaux occasionnent pour un temps. Mais à terme, nous y gagnons en confort et pour longtemps.

Toutes les infrastructures en cours de réalisation et dont certaines seront livrées en Janvier et Février, portent un label de qualité et resteront comme héritage pour les Sénégalais de demain. En la matière, mon exigence demeure invariable : « une bonne route, une bonne fois pour toutes ».

Habitat L'habitat reste encore un défi à relever. Je demande au Gouvernement de continuer les opérations entamées après les dernières inondations afin d'éviter le retour du spectacle désolant de milliers de personnes chassées de leurs demeures par les eaux.

Je souhaite également vous dire, s'agissant du Plan Jaxaay, que le programme d'urgence de 3.000 logements est en phase d'achèvement. Grâce à la subvention de l'Etat, en plus du terrain gratuit, chaque logement reviendra à 4, 5 millions de FCFA, payables entre dix et quinze ans au lieu de 5,5 millions FCFA. A ce jour, près de 1.000 familles sont déjà installées dans leurs nouvelles maisons.

Comme pour Saint-Louis en 2006, le Plan Jaxaay sera élargi aux autres régions en 2007 et 2008.

J'accorde en même temps un intérêt particulier à la promotion de l'habitat social, dans le cadre du programme « Une famille, un toit » avec l'ouverture pour l'exercice 2007, de dotations budgétaires destinées à cet effet et le relèvement du niveau des prêts DMC en faveur des agents de la fonction publique.

Je peux d'un mot vous dire que nous ciblons aussi le commerce et le tourisme comme secteurs d'importants investissements dans les prochaines années.

Nous aiderons aussi les hommes d'affaires, surtout les commerçants, à développer à l'intérieur du pays des Centres commerciaux

► Mes Chers Compatriotes,

Nous allons vers des élections présidentielles et législatives le 25 Février 2007. C'est un moment fort qui rythme la vie des régimes démocratiques. Notre objectif demeure constant : réaliser un scrutin sincère, libre, transparent et apaisé. C'est sur cette base que j'ai été élu en 2000 et je ne compte pas faire moins pour la bonne organisation des échéances électorales de février 2007.

La refonte totale du fichier électoral et l'introduction de la carte numérisée - une innovation majeure- répondent à cette exigence d'un processus préparatoire consensuel pour un scrutin avec zéro contestation.

Le recours à la biométrie exclut toute possibilité d'avoir en même temps plusieurs cartes d'identité ou d'électeur.

Du reste, nous avons également autorisé l'audit du nouveau fichier et convié la communauté internationale à observer notre processus électoral depuis les inscriptions jusqu'au déroulement du scrutin.

Au total, le gouvernement a pris toutes les mesures que requièrent la transparence, la régularité et la liberté de choix du citoyen. Le reste relève de la responsabilité individuelle de chaque acteur engagé dans la vie politique nationale. La démocratie n'est pas seulement une affaire de textes mais également et surtout un état d'esprit où la vertu est au service d'un idéal.

Tous, faisons en sorte qu'après les échéances électorales, le Sénégal reste fidèle à sa vocation de démocratie majeure et paisible.

Nous en sommes redevables aux générations passées. Nous le devons à nous-mêmes et aux générations futures.

En vous adressant mes meilleurs vœux de bonne santé, de réussite et de bonheur, je prie avec vous pour un Sénégal de paix, uni dans sa diversité et en marche vers une prospérité toujours croissante.

Dewenaty et Bonsoir.